



SYNDICAT DE L'ORGE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU BUREAU SYNDICAL DU MARDI 4 JUIN 2024

N°2024.20 : MISE A JOUR DE LA ZONE DE PREEMPTION DES ESPACES NATURELS SENSIBLES SUR LA COMMUNE DE MARCOUSSIS ET DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION

Le quatre juin deux mille vingt-quatre à 18h00, le Bureau syndical légalement convoqué le lundi vingt-sept mai deux mille vingt-quatre, s'est réuni, dans les locaux du Syndicat à Ollainville, sous la présidence de Monsieur François CHOLLEY, Président du Syndicat de l'Orge.

Etaient présents :

François CHOLLEY, Président du Syndicat Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération,
Olivier THOMAS, 1^{er} vice-président, Communauté d'Agglomération Paris Saclay, Marcoussis,
Thierry DEGIVRY, 2^e vice-président, Communauté de Communes du Pays de Limours, Fontenay-lès-Briis,
Francis SAINT-PIERRE, 4^e vice-président, Grand Orly Seine Bièvre,
Magali HAUTEFEUILLE, 5^e vice-présidente, Communauté de communes Dourdannais en Hurepoix, Sermaise,
Sylvie OLLIVIER-HENRY, 7^e vice-présidente, Le Val Saint Germain,
Pierre LE FLOC'H, 8^e vice-président, Communauté de Communes Entre Juine et Renarde,
Fabrice ARBELET, 11^e vice-président, Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération,
Nicolas FOUQUE, 12^e vice-président, Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération,
William BERRICHILLO, 13^e vice-président, Communauté de Communes du Pays de Limours, Saint-Maurice-Montcouronne,
Camille BERTINE, 14^e vice-présidente, Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération,
Olivier MARCHAU, 15^e vice-président, Communauté d'Agglomération Paris Saclay, Epinay-sur-Orge,
Gérard KERVRAN, 5^e conseiller délégué, Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération,

Etaient excusés :

Fatima OGBI, 3^e vice-présidente, Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart,
Jean-Jacques GROUSSEAU, 6^e vice-président, Grand Orly Seine Bièvre,
Gilles FRAYSSE, 10^e vice-président, Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération,
Jean-Claude DESILE, 3^e conseiller délégué, Communauté de communes Dourdannais en Hurepoix, Saint-Chéron,
Sylvain TANGUY, 4^e conseiller délégué, Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération,
Emmanuel DASSA, 6^e conseiller délégué, Communauté de Communes du Pays de Limours, Briis-sous-Forges,



SYNDICAT DE L'ORGE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU BUREAU SYNDICAL DU MARDI 4 JUIN 2024

N°2024.20 : MISE A JOUR DE LA ZONE DE PREEMPTION DES ESPACES NATURELS SENSIBLES SUR LA COMMUNE DE MARCOUSSIS ET DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION

LE BUREAU SYNDICAL,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L-101-2, L-113-8 et suivants, R-113-15 et suivants et R-215-1,

VU le Schéma régional de cohérence écologique d'Ile-de-France adopté le 21 octobre 2013,

VU la délibération n° DEL2023-082 en date du 19 décembre 2023 du Conseil municipal de la commune de Marcoussis, approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme,

VU la délibération du Département n°2023-4-008 approuvant le nouveau Schéma départemental des Espaces naturels sensibles (ENS), dont l'action intitulée « accompagner les acteurs locaux dans l'acquisition d'espaces naturels » conforte l'importance du rôle des communes dans la maîtrise foncière publique de leurs ENS,

VU la carte de la zone de préemption des ENS en date du 21 juin 2010, d'une superficie de 566,2 hectares, dont 52,3 hectares situés en zone de préemption déléguée à la Commune et 513,9 hectares situés en zone de préemption déléguée à la Région,

CONSIDERANT la stratégie foncière du Syndicat,

CONSIDERANT que le Département fait évoluer son Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles et que la carte de la zone de préemption des ENS en date du 21 juin 2010 ne prévoyait pas de zone de préemption déléguée au Syndicat,

CONSIDERANT que la Commune, le Département, la Région et le Syndicat ont travaillé sur la nouvelle répartition des secteurs sur la commune de Marcoussis,

CONSIDERANT que les secteurs identifiés sur les plans de situation et les plans de délimitation joints peuvent s'inscrire dans le cadre de la loi n° 85 729 du 18 juillet 1985 sur les ENS dont l'objectif est de modifier les zones de préemption permettant l'acquisition des terrains pour les aménager et les ouvrir au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel. Ces aménagements doivent être compatibles avec la sauvegarde des sites, des paysages, des milieux naturels et des habitats naturels,

CONSIDERANT que ces secteurs identifiés sont mentionnés dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE),

CONSIDERANT qu'il existe des incompatibilités avec les documents d'urbanisme (zonage U, espaces agricoles sauf bosquet, verger conservatoire, jardin partagé...) sur certains secteurs en zone de préemption déléguée à la Commune, 21,3 hectares en sont retirés, dont 8,3 hectares en zonage urbain et 13 hectares en zonage agricole,

CONSIDERANT qu'il existe des incompatibilités avec les documents d'urbanisme (zonage U, espaces agricoles sauf bosquet, verger conservatoire, jardin partagé...) sur certains secteurs en zone de préemption déléguée à la Région, 54,3 hectares en sont retirés, dont 18,5 hectares en zonage urbain et 34,9 hectares en zonage agricole,

CONSIDERANT que 47,2 hectares sont ajoutés à la zone de préemption ENS déléguée à la Commune,

CONSIDERANT que 10,5 hectares sont ajoutés à la zone de préemption ENS déléguée à la Région,

CONSIDERANT que 4,1 hectares sont ajoutés à la zone de préemption ENS déléguée au Syndicat de l'Orge,

CONSIDERANT que 1,6 hectares en zone de préemption ENS déléguée à la Commune sont modifiés en zone de préemption déléguée au Syndicat de l'Orge,

CONSIDERANT que 23,5 hectares en zone de préemption ENS déléguée à la Région sont modifiés en zone de préemption déléguée à la Commune,

CONSIDERANT que 2,8 hectares en zone de préemption ENS déléguée à la Région sont modifiés en zone de préemption déléguée au Syndicat de l'Orge,

CONSIDERANT que la zone de préemption ENS doit être compatible avec le zonage des documents d'urbanisme, et que cette nouvelle zone de préemption des ENS proposée a une superficie de 553,3 hectares,

CONSIDERANT que la délégation envisagée du droit de préemption au Syndicat de l'Orge, est la suivante :

- 4,1 hectares sont identifiés en zone de préemption ENS déléguée au Syndicat,
- 1,6 hectares en zone de préemption ENS déléguée précédemment à la Commune sont modifiés en zone de préemption déléguée au Syndicat,
- 2,8 hectares en zone de préemption ENS déléguée précédemment à la Région sont modifiés en zone de préemption déléguée au Syndicat,
- Soit un total de 8,5 hectares,

APRES EN AVOIR DELIBERE, ET A L'UNANIMITE,

APPROUVE la définition de la zone de préemption d'une superficie de 553,3 hectares, dont 100,1 hectares en zone de préemption déléguée à la Commune ; 444,7 hectares en zone de préemption déléguée à la Région et 8,5 hectares en zone de préemption déléguée au Syndicat de l'Orge, au titre des ENS telle qu'elle est identifiée sur les plans de situation et les plans de délimitation joints à la présente délibération,

DEMANDE au Département de bien vouloir déléguer aux Syndicat de l'Orge son droit de préemption pour l'acquisition de parcelles identifiées sur les plans de situation et les plans de délimitation joints à la présente délibération,

AUTORISE le Président à signer tout acte lié à la mise en place du droit de préemption délégué au Syndicat sur le territoire de Marcoussis,

AUTORISE le Président à réaliser des acquisitions de terrains et à signer toutes les pièces nécessaires,

DIT que les dépenses et crédits correspondants seront inscrits au budget,

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Versailles, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité,

Fait à Ollainville, le mardi 4 juin 2024,

Le Président

François CHOLLEY



SYNDICAT DE L'ORGE

Le secrétaire de séance

Thierry DEGIVRY



SYNDICAT DE L'ORGE



